2007-05334/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES DÉCEMBRE 2002

APERÇU

- Au troisième trimestre de 2002, le produit intérieur brut (PIB) réel a connu une forte croissance de 3,1 %, ce qui représente toutefois une baisse par rapport aux gains marqués de 5,7 % et de 4,4 % enregistrés au cours des deux trimestres précédents.
- Les exportations réelles ont progressé de 9,6 %, soit la hausse la plus importante depuis le premier trimestre de 2000. Compte tenu de la croissance plus faible des importations, l'excédent du compte courant a augmenté de 1,6 milliard de dollars pour s'établir à 20,4 milliards.
- La progression de la demande intérieure finale s'est poursuivie, quoique de moitié par rapport au trimestre précédent, alors qu'un taux de 4,4 % était enregistré. La demande intérieure au troisième trimestre a augmenté de 2,0 % sous l'effet d'une progression de 15,9 % de l'investissement résidentiel et d'une hausse de 4,8 % des investissements des entreprises en machines et en matériel. La croissance des dépenses de consommation a ralenti pour s'établir à 0,5 %.
- L'économie canadienne a engendré la création de plus de 1 demi-million d'emplois nets au cours des 11 premiers mois de l'année. Il s'agit de la plus forte hausse de l'emploi en 11 mois depuis 1976. En novembre, le taux de chômage s'établissait à 7,5 %, comparativement au sommet de 8,0 % atteint en décembre 2001.

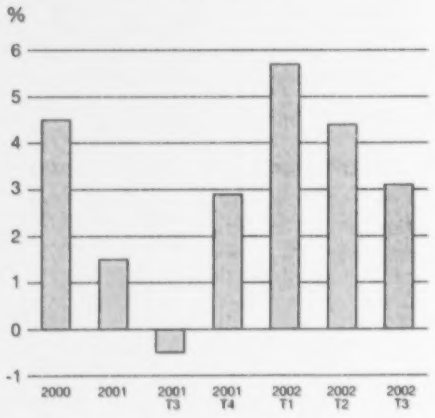
Les exportations alimentent la croissance

La croissance du PIB réel est forte depuis le quatrième trimestre de 2001 (graphique 1). La hausse de 9,6 % des exportations réelles a contribué sensiblement à la croissance au troisième trimestre. Des gains notables ont été observés au chapitre des produits de l'automobile ainsi que des machines et du matériel.

L'investissement résidentiel bondit

Les faibles taux d'intérêt ont continué de soutenir le marché de l'habitation. L'investissement résidentiel a augmenté de 15,9 % au troisième

Graphique 1
Croissance du PIB réel



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 6 décembre 2002, à midi.

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	2000	2001	2001 T1	2002 T2	2002 T3	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	4,5	1,5	5,7	4,4	3,1		–
Demande intérieure finale	4,0	2,5	3,7	4,4	2,0		–
Dépenses publiques							–
Biens et services	2,3	3,3	1,7	3,3	2,8		–
Immobilisations brutes	3,0	11,5	7,1	8,3	0,7		–
Dépenses de consommation	3,7	2,6	2,9	4,2	0,5		–
Construction résidentielle	3,5	4,7	35,2	-1,7	15,9		–
Investissements fixes des entreprises	8,2	-1,1	-1,9	9,3	2,1		–
Construction non résidentielle	6,4	0,8	-7,7	-1,9	-2,3		–
Machines et matériel	9,3	-2,2	1,8	16,7	4,8		–
Investissements en stocks des entreprises (G$)	9,9	-3,5	-7,8	7,2	6,4		–
Exportations	8,0	-3,8	5,3	2,0	9,6		–
Importations	8,2	-5,8	5,2	18,9	6,3		–
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	27,8	30,0	21,3	18,8	20,4		–
(% du PIB)	2,6	2,8	1,9	1,7	1,8		–
Revenu personnel nominal	7,1	4,0	4,8	2,8	3,7		–
Revenu personnel disponible nominal	6,9	4,4	7,2	4,5	4,1		–
Revenu personnel disponible réel	4,7	2,5	4,5	1,0	0,7		–
Bénéfices avant impôts	19,4	-8,9	48,7	51,1	12,6		–
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite du PIB	3,9	1,1	-1,5	0,2	2,0		–
Indice des prix à la consommation	2,7	2,6	1,5	1,3	2,3	3,2	Oct. 2002
IPC – mis à part les huit éléments les plus volatils	1,3	2,0	2,1	2,2	2,4	2,5	Oct. 2002
Coûts unitaires de main-d'œuvre	3,7	2,8	1,0	0,8	1,1		
Règlements salariaux (total)	2,5	3,1	2,9	2,6	2,8	3,3	Sept. 2002
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	6,8	7,2	7,8	7,6	7,6	7,5	Nov. 2002
Croissance de l'emploi	2,6	1,1	2,8	3,7	3,4	3,3	Nov. 2002
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	67,3	64,6	62,7	64,4	64,0	64,04	5 déc. 2002
Taux préférentiel (%)	7,3	5,8	3,8	4,1	4,5	4,50	5 déc. 2002

Nota – Les données réelles sont en dollars de 1997 (en chaîne).
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada.

trimestre pour s'établir à un niveau supérieur de 17,5 % à celui de l'année précédente. La hausse des mises en chantier au troisième trimestre a contribué aux gains de 31,9 % au chapitre de la construction d'habitations neuves par rapport au niveau du deuxième trimestre. La croissance des dépenses de rénovation est demeurée forte.

Les investissements fixes des entreprises augmentent

Les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont augmenté de 2,1 % au troisième trimestre à la suite d'un bond de 9,3 % au deuxième trimestre. L'investissement dans les machines et le matériel, à forte incidence sur les importations, a augmenté de 4,8 % après un gain de 16,7 % au trimestre précédent.

L'investissement dans le matériel de transport a connu une progression marquée, alors qu'il a diminué dans le secteur des technologies de l'information et des communications.

La construction non résidentielle a diminué pour le cinquième trimestre consécutif. Cela traduit une réduction des dépenses dans les projets d'ingénierie et la construction d'immeubles.

La croissance des dépenses de consommation ralentit

La croissance des dépenses de consommation réelles a ralenti pour s'établir à 0,5 % au troisième trimestre, par rapport à un taux de plus de 4 % au deuxième trimestre. L'augmentation des dépenses au titre des services et des biens non durables a été contrebalancée en grande partie par une diminution des dépenses en biens durables et en biens semi-durables. Plus particulièrement, les consommateurs ont réduit leurs dépenses au titre des produits de l'automobile pour le deuxième trimestre consécutif. Cela traduit en grande partie le ralentissement continu des achats de véhicules automobiles à la suite de la croissance intenable engendrée l'an dernier par les programmes d'incitation à l'achat.

Le revenu des particuliers a connu une solide croissance de 3,7 % au troisième trimestre, la hausse continue du revenu du travail ayant plus que compensé la baisse du revenu de placement des particuliers. Toutefois, la hausse des prix à la consommation a limité les gains au chapitre du revenu personnel disponible réel.

Néanmoins, le revenu personnel disponible réel par habitant était supérieur d'environ 2 % au niveau de l'année précédente et de près de 13 % au plus récent plancher, enregistré en 1996.

Le taux d'épargne des particuliers, qui s'établissait à 4,7 % au troisième trimestre, est demeuré inchangé par rapport au deuxième trimestre. Il était supérieur au plancher de 3,7 % observé au milieu de 2001.

Les entreprises ralentissent le rythme d'accumulation des stocks

Les entreprises ont augmenté leurs stocks de 6,4 milliards de dollars au troisième trimestre. Puisque les ventes ont progressé au même rythme que les stocks, le ratio des stocks aux ventes est demeuré peu élevé d'après les données historiques.

Les importations augmentent moins que les exportations

Les importations réelles ont augmenté de 6,3 %, les gains les plus notables ayant été observés dans le secteur des pièces automobiles. Cela traduit le besoin d'importer des pièces pour accroître la production canadienne de manière qu'elle puisse répondre aux exportations accrues de véhicules automobiles. Les importations de biens de consommation ont également grimpé, alors que les importations de services ont fléchi.

L'excédent du compte courant reste élevé

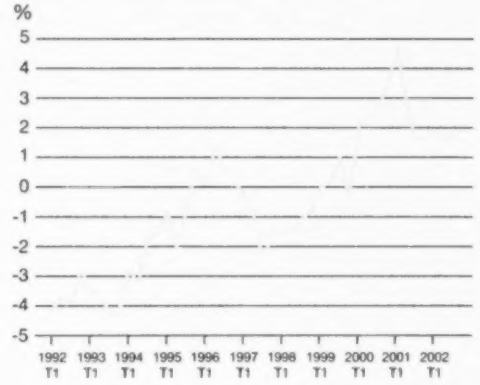
L'excédent du compte courant a augmenté de 1,6 milliard de dollars pour s'établir à 20,4 milliards de dollars, soit 1,8 % du PIB (graphique 2). Il s'agit du onzième trimestre consécutif au cours duquel l'excédent a dépassé 17 milliards, niveau jamais atteint avant 2000.

Malgré une détérioration au chapitre des termes de l'échange (les prix à l'importation ayant augmenté davantage que les prix à l'exportation), la plus forte croissance des exportations réelles par rapport aux importations a fait grimper les excédents de la balance commerciale nominale et du compte courant.

L'inflation reste modérée

Les pressions sous-jacentes de prix et de coûts sont demeurées contenues au troisième trimestre. L'indice implicite du PIB, une mesure exhaustive de l'inflation, a progressé de 1,9 %, dépassant ainsi de 2,0 % le niveau enregistré l'année précédente.

Graphique 2
Compte courant en % du PIB nominal



L'inflation selon l'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint 3,2 % en octobre sous l'effet de la montée des prix de l'énergie. L'inflation selon l'IPC de base, qui exclut les huit éléments les plus volatils, s'est établie à 2,5 % pendant le même mois. Elle se situe donc à l'intérieur de la fourchette cible de 1 à 3 %.

Des résultats variables ont été affichés au chapitre de la productivité du travail dans l'ensemble de l'économie au troisième trimestre : la production par employé a chuté de 0,4 % tandis que la production par heure travaillée a augmenté de 4,0 %, en raison d'une diminution des heures travaillées. La production par heure travaillée a dépassé de 2,7 % le niveau enregistré l'année précédente.

Les coûts de main-d'œuvre par unité de production ont augmenté de 2,0 % au troisième trimestre, dépassant ainsi de 1,1 % ceux de l'année précédente.

Les bénéfices des sociétés augmentent de nouveau

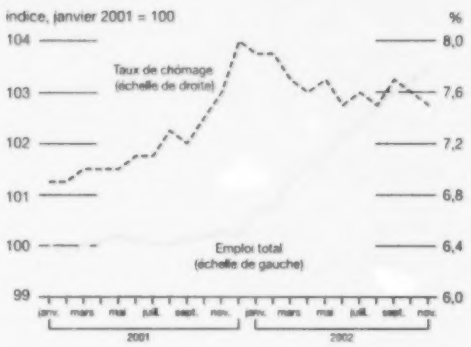
Les bénéfices des sociétés ont progressé de 12,6 % au troisième trimestre, après avoir bondi d'environ 50 % au cours de chacun des deux trimestres précédents. Les gains ont été notables dans le secteur de la fabrication, notamment celui de l'automobile. Les bénéfices dans le secteur financier ont baissé. Dans l'ensemble, les bénéfices ont augmenté pour atteindre 11,1 % du PIB nominal.

L'emploi continue de progresser

L'emploi a grimpé de 3,4 % au troisième trimestre. En octobre et en novembre, 75 000 emplois ont été créés, portant à 502 000 le nombre d'emplois créés cette année. La plupart de ces emplois sont à plein temps.

La vigueur du marché du travail a incité 453 000 personnes à se joindre à la main-d'œuvre au cours des 11 premiers mois de l'année, de sorte que le taux d'activité a atteint son plus haut niveau depuis 1990 et a été supérieur de 1,2 point de pourcentage au niveau de l'année précédente. En raison des changements dans l'emploi et l'activité, le taux de chômage s'est établi à 7,5 % en novembre, comparativement à 8,0 % en décembre 2001 (graphique 3).

Graphique 3
L'emploi et le taux de chômage



La Banque du Canada maintient le statu quo

Le 3 décembre, la Banque du Canada a laissé le taux directeur inchangé, attribuant cette décision à l'instabilité continue sur les plans financier et géopolitique ainsi qu'au fléchissement de l'économie à l'échelle mondiale.

Le 6 novembre, la Réserve fédérale américaine a réduit les taux d'intérêt de 50 points de base. Vu que les taux d'intérêt à court terme au Canada ont été relativement stables depuis le début de septembre, l'écart entre les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis s'est élargi. Les taux d'intérêt à long terme au Canada et aux États-Unis ont augmenté pratiquement au même rythme au cours des trois derniers mois.

La valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain est demeurée à peu près la même au cours des derniers mois. Le 5 décembre, le dollar canadien a clôturé à 64,04 cents américains.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari au (613) 992-3055. Cette publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca. *This publication is also available in English.*